

Enquête mondiale de la CSI sur la COVID-19



25 - 28 mai 2020
Principales conclusions

Résumé

Une crise de l'emploi généralisée frappe le monde entier. En effet, dans 87 pour cent des pays de notre enquête, des entreprises ont annoncé des licenciements de travailleurs à cause de l'incidence économique de la pandémie.

Les régions les plus durement touchées sont le continent américain, où, dans tous les pays, des entreprises ont commencé à licencier du personnel, et l'Europe, où des licenciements ont débuté dans 90 pour cent des pays. En Afrique, des pertes d'emploi ont été annoncées dans 80 pour cent des pays et en Asie-Pacifique, les entreprises sont dans une situation similaire dans 76 pour cent des pays.

Le mouvement syndical international invite les gouvernements à mettre en place des plans de relance et de résilience incluant :

une protection de l'emploi et des créations d'emplois

une protection des revenus et des salaires minimums vitaux

la sécurité et la santé au travail, y compris des normes mondiales et des mesures pour garantir des lieux de travail sûrs

une protection sociale universelle en faveur de la résilience

une conduite responsable des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement

la responsabilisation des gouvernements, assortie du dialogue social et de dispositions relatives au respect de la vie privée

Ces éléments constituent le fondement du nouveau contrat social entre les gouvernements et les sociétés, accordant la même importance à la population et à la planète qu'à l'économie.

Avant la pandémie de COVID-19, toutes les crises convergeaient, des inégalités criantes alimentaient une ère de la colère et tous s'accordaient déjà à reconnaître que les troubles civils et la méfiance envers la démocratie constituaient des risques majeurs pour les économies et les sociétés. De plus, nous étions face aux choix que nous imposaient le meilleur et le pire d'une technologie ne reposant sur aucun droit.

La riposte des gouvernements à la pandémie de COVID-19 par le recours à des applications pour rechercher et suivre les cas révèle les lignes de faille de l'utilisation des technologies, qu'il s'agisse de la fracture numérique ou des préoccupations soulevées par le respect de la vie privée.

Dans près de la moitié des pays ayant participé au dernier sondage (49 pour cent ou 49 pays), le gouvernement recourt ou entend recourir à une application sur téléphone portable pour rechercher et suivre les personnes qui ont été exposées à la COVID-19.

Ce sont les pays plus riches du G20 (88 pour cent) et de l'OCDE (75 pour cent) qui recourent le plus à ce genre d'application, alors que seulement 27 pour cent des gouvernements des pays d'Afrique et 33 pour cent des autorités des pays du continent américain entendent utiliser des applications de recherche et de suivi des personnes exposées au virus.

Dans les pays qui ont l'intention d'utiliser une application sur téléphone portable, les syndicats de 69 pour cent d'entre eux, toutes régions confondues, indiquent que les dispositions relatives à la vie privée et à l'utilisation des données personnelles les inquiètent. C'est sur le continent américain que ce sentiment est le plus fort (80 pour cent des pays), suivi de l'Europe (78 pour cent des pays).

Si dans 63 pour cent des pays, l'impression est que les gouvernements répondent correctement aux besoins des travailleurs et des travailleuses, les données de suivi montrent que dans dix pays, l'opinion quant à la réaction des autorités face à la pandémie s'est détériorée.

Dans plus de la moitié des pays (58 pour cent), les organisations syndicales estiment que les employeurs ne répondent pas correctement aux besoins des membres du personnel touchés par le virus et les données de suivi révèlent que cette tendance est en hausse.

L'importance accordée à des plans de relance et de résilience, établis grâce au dialogue social et s'appuyant essentiellement sur un nouveau contrat social, permettra de juger les actions des gouvernements et des employeurs dans les mois à venir.

Introduction

Cent trente syndicats de 100 pays ont participé à la quatrième enquête mondiale de la CSI sur la COVID-19, menée du 25 au 28 mai 2020.

Six questions ont été posées via une plateforme en ligne pour mesurer l'utilisation d'une application de suivi des contacts et les préoccupations qu'elle suscite, rendre compte des licenciements à cause de la pandémie et évaluer la façon dont les gouvernements et les employeurs réagissent à la crise.

Les organisations affiliées à la CSI vont être régulièrement invitées à répondre un sondage pour suivre la riposte mondiale à la COVID-19 et identifier les tendances afin de soutenir la mobilisation et les campagnes internationales et nationales. Trois questions – permettant de suivre la réaction du gouvernement et d'évaluer comment les autorités et les employeurs réagissent à la crise – sont des questions de suivi qui figureront dans chacune des enquêtes.

16 pays du G20, dont l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Corée, les États-Unis, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni, la Fédération de Russie et la Turquie.

32 des 37 pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dont l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, la Colombie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède, la Tchéquie et la Turquie.

68 pays non membres de l'OCDE

Régions :

- 26 pays d'Afrique
 - 15 pays du continent américain
 - 19 pays d'Asie-Pacifique
 - 40 pays de la région paneuropéenne de la CSI (Conseil régional paneuropéen, CRPE)
-



Réactions des gouvernements à la COVID-19

pour la période du 25 au 28 mai 2020

Conclusions mondiales

Dans plus de la moitié des pays (58 pour cent ou 58 pays), certains lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics commencent à rouvrir et dans sept pour cent des pays de l'enquête (sept pays), la réouverture est totale.

Dans 21 pour cent des pays, les gouvernements endiguent la propagation du virus par l'adoption de mesures nationales de confinement et la fermeture d'écoles et d'entreprises non essentielles, alors que dans 13 pour cent des pays, les autorités retardent la propagation du virus en encourageant le lavage des mains, le télétravail, la distanciation physique et en imposant des restrictions aux frontières pour les voyageurs internationaux.

Dans un seul pays (un pour cent), le coronavirus n'est considéré comme une menace grave ni pour la santé publique ni pour l'économie nationale.

Évolution mondiale

Des organisations syndicales de 58 pays ont participé aux quatre enquêtes, menées respectivement du 17 au 23 mars, du 30 mars au 2 avril, du 20 au 23 avril et du 25 au 28 mai 2020. Voici les résultats pour ces pays¹:

	1 ^{ère} enquête 17 – 23 mars 58 pays	2 ^e enquête 30 mars – 2 avril 58 pays	3 ^e enquête 20 – 23 avril 58 pays	4 ^e enquête 25 – 28 mai 58 pays
Endiguent la propagation du virus en adoptant des mesures nationales de confinement	32 pays (55%)	40 pays (69%)	35 pays (60%)	9 pays (16%)
Rouvrent certains lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics	—	—	11 pays (19%)	41 pays (71%)
Retardent la propagation du virus en encourageant le lavage des mains	24 pays (41%)	17 pays (29%)	11 pays (19%)	6 pays (10%)
Le coronavirus n'est une menace grave ni pour la santé publique ni pour l'économie nationale	2 pays (3%)	1 pays (2%)	—	—
Rouvre tous les lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics	—	—	1 pays (2%)	2 pays (3%)

¹ **Note** : ne figurent ici que les données des pays ayant participé aux quatre enquêtes; il est donc possible que les résultats diffèrent de la moyenne mondiale et des précédentes données de suivi.

Pour les pays qui ont répondu aux quatre questionnaires, les tendances suivantes ont pu être dégagées depuis la dernière enquête :

- Deux pays qui avaient adopté des mesures d'endiguement de la propagation du virus appliquent désormais des mesures visant à retarder la propagation du virus.
- Vingt-six pays qui avaient adopté des mesures d'endiguement de la propagation du virus entament aujourd'hui une réouverture partielle.
- Un pays qui avait adopté des mesures visant à retarder la propagation du virus applique désormais des mesures d'endiguement de la propagation du virus.
- Sept pays qui avaient adopté des mesures visant à retarder la propagation du virus entament aujourd'hui une réouverture partielle.

Conclusions pour les pays du G20

Onze des seize pays du G20 ayant répondu à l'enquête (69 pour cent) rouvrent certains lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics.

Deux pays rouvrent tous les lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics.

Seul un pays endigue la propagation du virus, alors que deux (13 pour cent) en retardent la propagation.

Conclusions pour les pays de l'OCDE

Dans 26 des 32 pays de l'OCDE ayant répondu à l'enquête (81 pour cent), des lieux de travail, des entreprises et des lieux de vie publics rouvrent partiellement.

Deux pays (six pour cent) retardent la propagation du virus, alors que deux pays (six pour cent) ont adopté des mesures pour en endiguer la propagation.

Deux pays rouvrent tous les lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics.

Conclusions régionales

Région	Rouvrent certains lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics	Rouvrent tous les lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics	Endigent la propagation du virus en adoptant des mesures nationales de confinement	Retardent la propagation du virus en encourageant le lavage des mains	Le coronavirus n'est une menace grave ni pour la santé publique ni pour l'économie nationale
Amériques 15 pays	7 pays (47%)	1 pays (7%)	5 pays (33%)	2 pays (13%)	—
Africa 26 pays	9 pays (35%)	1 pays (4%)	11 pays (42%)	5 pays (19%)	—
Asia-Pacific 19 pays	12 pays (63%)	1 pays (5%)	2 pays (11%)	4 pays (21%)	—
Europe (PERC) 40 pays	30 pays (75%)	4 pays (10%)	3 pays (8%)	2 pays (5%)	1 pays (3%)



Application de suivi

Conclusions mondiales

Dans près de la moitié des pays ayant participé au dernier sondage (49 pour cent ou 49 pays), le gouvernement recourt ou entend recourir à une application sur téléphone portable pour rechercher et suivre les personnes qui ont été exposées à la COVID-19.

Dans 51 pour cent des pays (51 pays), le gouvernement ne dispose pas d'une telle application ou ne compte pas y recourir.

Dans les 65 pays prévoyant une réouverture partielle ou totale :

25 utilisent ou comptent utiliser une application de suivi et

40 n'utilisent **pas** ou ne comptent **pas** utiliser d'application de suivi.

Conclusions pour les pays du G20

Sur les 16 pays du G20 ayant répondu au questionnaire, 14 pays (soit 88 pour cent) utilisent ou comptent utiliser une application de suivi.

Seulement deux pays n'utilisent **pas** ou ne comptent **pas** utiliser une application de suivi.

Conclusions pour les pays de l'OCDE

Vingt-quatre des 32 pays du G20 ayant répondu au questionnaire (75 pour cent), utilisent ou comptent utiliser une application de suivi.

Huit pays (25 pour cent) n'utilisent **pas** ou ne comptent **pas** utiliser d'application de suivi.

Conclusions régionales

Votre gouvernement recourt-il ou compte-t-il recourir à une application sur téléphone portable pour rechercher et suivre les personnes exposées à la COVID-19?

Région	Oui	Non
Amériques 15 pays	5 pays (33%)	10 pays (67%)
Afrique 26 pays	7 pays (27%)	19 pays (73%)
Asie-Pacifique 19 pays	14 pays (74%)	5 pays (26%)
Europe (CRPE) 40 pays	23 pays (58%)	17 pays (43%)

3

Sentiment des syndicats à propos de l'application de suivi

Dans les pays où les autorités utilisent ou comptent utiliser une application de suivi (49 pays dans le monde), les syndicats ont été invités à indiquer si les dispositions relatives à la vie privée et à l'utilisation des données personnelles par l'application les inquiétaient.

Conclusions mondiales

Trente-quatre syndicats (69 pour cent) se disent inquiets à propos des dispositions de l'application relatives à la vie privée et à l'utilisation des données personnelles.

Quinze syndicats (31 pour cent) ne sont pas préoccupés.

Conclusions pour les pays du G20

Dans les pays du G20, 11 syndicats (dans 79 pour cent des 14 pays qui utilisent ou comptent utiliser une application) se disent inquiets à propos des dispositions de l'application relatives à la vie privée et à l'utilisation des données personnelles.

Seulement deux syndicats (21 pour cent) ne sont pas préoccupés.

Conclusions pour les pays de l'OCDE

Dans les 24 pays de l'OCDE qui utilisent ou comptent utiliser une application, 17 syndicats (soit 71 pour cent) se disent inquiets à propos des dispositions de l'application relatives à la vie privée et à l'utilisation des données personnelles.

Sept syndicats (30 pour cent) ne sont pas préoccupés.

Conclusions régionales

Les dispositions de l'application relatives à la vie privée et à l'utilisation des données personnelles inquiètent-elles votre organisation?

Région	Oui	Non
Amériques 5 pays	4 pays (80%)	1 pays (20%)
Afrique 7 pays	5 pays (71%)	2 pays (29%)
Asie-Pacifique 14 pays	7 pays (50%)	7 pays (50%)
Europe (CRPE) 23 pays	18 pays (78%)	5 pays (22%)

4

Licenciements

Conclusions mondiales

Dans 87 pour cent des pays (87 des 100 pays), les organisations syndicales ont indiqué que des entreprises avaient annoncé des licenciements à cause de l'incidence économique de la pandémie.

Seulement 13 pays (13 pour cent) ont indiqué qu'aucune entreprise ne licenciait.

Conclusions pour les pays du G20

Sur les 16 pays du G20 ayant répondu au questionnaire, **tous** ont indiqué que des entreprises avaient annoncé des licenciements à cause de la pandémie.

Conclusions pour les pays de l'OCDE

Sur les 32 pays de l'OCDE ayant répondu au questionnaire, 31 (97 pour cent) ont indiqué que des entreprises avaient annoncé des licenciements à cause de la pandémie.

Seul un pays a indiqué qu'aucune entreprise n'avait annoncé de licenciements liés à la pandémie.

Conclusions régionales

Dans votre pays, des entreprises ont-elles annoncé des licenciements de personnel à cause de l'incidence économique de la pandémie?

Région	Oui	Non
Amériques 15 pays	15 pays (100%)	—
Afrique 25 pays	20 pays (80%)	5 pays (20%)
Asie-Pacifique 21 pays	16 pays (76%)	5 pays (24%)
Europe (CRPE) 40 pays	36 pays (90%)	4 pays (10%)

5

Évaluation de la réaction des gouvernements

Conclusions mondiales

Dans 63 pour cent des pays, les syndicats estiment que leur gouvernement répond bien aux besoins des travailleurs affectés par le virus.

Dans 37 pour cent des pays, les syndicats estiment que leur gouvernement répond mal aux besoins des travailleurs affectés par le virus.

Les syndicats de près des deux tiers des pays ayant participé à l'enquête (63 pour cent ou 63 pays) estiment que la réponse de leur gouvernement aux besoins des travailleurs affectés par le virus est **bonne**.

Dans la plupart des pays (56 pour cent ou 56 pays), les organisations syndicales considèrent que la réponse de leur gouvernement est **plutôt bonne**, mais elles ne la jugent **très bonne** que dans sept pays (sept pour cent).

En revanche, dans 37 pays (37 pour cent), les organisations syndicales affirment que leur gouvernement ne réagit pas correctement : dans 25 pays (25 pour cent), la réponse est vue comme **mauvaise** et dans 12 pays (12 pour cent), elle est considérée comme **très mauvaise**.

Évolution mondiale

Des organisations syndicales de 58 pays ont participé aux quatre enquêtes, menées respectivement du 17 au 23 mars, du 30 mars au 2 avril, du 20 au 23 avril et du 25 au 28 mai 2020. Voici les résultats pour ces pays²:

	1 ^{ère} enquête 17 – 23 mars 58 pays	2 ^e enquête 30 mars – 2 avril 58 pays	3 ^e enquête 20 – 23 avril 58 pays	4 ^e enquête 25 – 28 mai 58 pays
Le gouvernement réagit mal	24 pays (41%)	23 pays (40%)	22 pays (38%)	25 pays (43%)
Le gouvernement réagit bien	34 pays (59%)	35 pays (60%)	36 pays (62%)	33 pays (57%)

Le point de vue des syndicats quant à la réaction du gouvernement à la crise s'est détérioré dans dix pays : dans quatre pays, l'opinion est passée de **mauvaise** à **très mauvaise**; dans quatre autres pays, elle est passée de **plutôt bonne** à **mauvaise** et dans deux pays, elle est passée de **très bonne** à **plutôt bonne**.

Dans trois pays, le point de vue des syndicats quant à la réaction du gouvernement à la crise s'est amélioré : dans un pays, l'opinion des syndicats est passée de **mauvaise** à **plutôt bonne** et dans deux autres pays, elle est passée de **très mauvaise** à **mauvaise**.

2 Note : ne figurent ici que les données des pays ayant participé aux quatre enquêtes; il est donc possible que les résultats diffèrent de la moyenne mondiale et des précédentes données de suivi.

Conclusions pour les pays du G20

Sur les 16 pays du G20 qui ont répondu à cette enquête, les syndicats de huit des pays (50 pour cent) estiment que la réponse de leur gouvernement aux besoins des travailleurs est **plutôt bonne**. Dans aucun des pays du G20, la réponse du gouvernement n'est jugée **très bonne**.

Dans huit pays du G20 (53 pour cent), les syndicats estiment que la réaction du gouvernement est **mauvaise**, y compris dans trois pays où la réaction gouvernementale est considérée comme **très mauvaise**.

Conclusions pour les pays de l'OCDE

Sur les 32 pays membres de l'OCDE qui ont répondu à ce sondage, les syndicats de 22 des pays (71 pour cent) estiment que la réponse de leur gouvernement aux besoins des travailleurs est **bonne**. Dans aucun des pays du G20, la réponse du gouvernement n'est jugée **très bonne**.

Dans dix pays (29 pour cent), les syndicats estiment que la réaction du gouvernement est **mauvaise**, y compris dans cinq pays où la réaction gouvernementale est considérée comme **très mauvaise**.

Conclusions régionales**Comment évaluez-vous la réponse de votre gouvernement aux besoins des travailleurs affectés par la COVID-19?**

Région	Bonne	Mauvaise
Amériques 15 pays	4 pays (27%)	11 pays (73%)
Afrique 26 pays	17 pays (65%)	9 pays (35%)
Asie-Pacifique 19 pays	9 pays (47%)	10 pays (53%)
Europe (CRPE) 40 pays	33 pays (83%)	7 pays (18%)

6 Évaluation de la réaction des employeurs

Conclusions mondiales

Dans 58 pour cent des pays, les syndicats estiment que les employeurs répondent mal aux besoins des travailleurs affectés par le virus.

Dans 42 pour cent des pays, les syndicats considèrent que les employeurs répondent bien aux besoins des travailleurs affectés par le virus.

Dans un peu plus de la moitié des pays (58 pour cent ou 58 pays), les syndicats estiment que la réponse des employeurs aux besoins des travailleurs est **mauvaise**, y compris dans 14 pays (14 pour cent) où ils la jugent **très mauvaise**.

Dans 42 pays (42 pour cent), les syndicats considèrent que la réponse des employeurs est **bonne**, mais ne la jugent **très bonne** que dans un seul pays (un pour cent).

Évolution mondiale

Parmi les pays qui ont répondu aux quatre enquêtes, les organisations syndicales de 60 pour cent d'entre eux estiment que les employeurs répondent mal aux besoins des travailleurs.

Des organisations syndicales de 58 pays ont participé aux quatre enquêtes, menées respectivement du 17 au 23 mars, du 30 mars au 2 avril, du 20 au 23 avril et du 25 au 28 mai 2020. Voici les résultats pour ces pays³:

	1 ^{ère} enquête 17 – 23 mars 58 pays	2 ^e enquête 30 mars – 2 avril 58 pays	3 ^e enquête 20 – 23 avril 58 pays	4 ^e enquête 25 – 28 mai 58 pays
Les entreprises répondent mal	26 pays (45%)	34 pays (59%)	31 pays (53%)	35 pays (60%)
Les entreprises répondent bien	32 pays (55%)	24 pays (41%)	27 pays (47%)	23 pays (40%)

Conclusions pour les pays du G20

Sur les 16 pays du G20 qui ont répondu à cette enquête, les syndicats de 11 pays (69 pour cent) estiment que la réaction des employeurs est **mauvaise**.

Dans seulement cinq pays (31 pour cent), la réaction des employeurs est vue comme **bonne**.

Conclusions pour les pays de l'OCDE

Parmi les pays de l'OCDE qui ont répondu, les syndicats de 13 pays (39 pour cent) estiment que la réaction des employeurs est **mauvaise**.

Dans la plupart des pays (61 pour cent ou 19 pays), la réaction des employeurs est vue comme **bonne**.

Conclusions régionales

Comment évaluez-vous la réponse des employeurs aux besoins des travailleurs affectés par la COVID-19?

Région	Bonne	Mauvaise
Amériques 15 pays	1 pays (7%)	14 pays (93%)
Afrique 26 pays	10 pays (38%)	16 pays (62%)
Asie-Pacifique 19 pays	7 pays (37%)	12 pays (63%)
Europe (CRPE) 40 pays	24 pays (60%)	16 pays (40%)

3 Note: ne figurent ici que les données des pays ayant participé aux quatre enquêtes; il est donc possible que les résultats diffèrent de la moyenne mondiale et des précédentes données de suivi.